

// Service Presse
Tél. 02 40 41 67 06
presse@mairie-nantes.fr

Nantes, le 5 mai 2023

Des collectivités s'adressent à l'État pour demander une consultation citoyenne sur le rattachement de la Loire-Atlantique à la Bretagne

Le jeudi 30 mars, à l'invitation de Florian Le Teuff, adjoint à la maire de Nantes en charge des enjeux bretons, les collectivités engagées en faveur d'une consultation citoyenne sur le rattachement de la Loire-Atlantique à la Région Bretagne ont été conviées à un premier temps de discussion. Depuis, les échanges se sont poursuivis. Une nouvelle réunion de travail s'est déroulée ce vendredi 5 mai, à Nantes, au Château des Ducs de Bretagne. Elle constitue le lancement d'une instance ouverte destinée à créer les conditions du dialogue entre les collectivités et l'État à propos de l'organisation de cette consultation citoyenne.

La première initiative de cette instance est d'adresser, sous la forme d'un courrier, un message fort à la Première ministre :

« En 2018, 105 000 citoyens de Loire-Atlantique - soit 10% du corps électoral - ont signé une pétition demandant à pouvoir voter sur la question du rattachement administratif de leur Département à la Région Bretagne. A l'heure où le fonctionnement démocratique de notre pays est interrogé, cette démarche nous semble devoir être promue. Les citoyens demandent aujourd'hui à pouvoir s'exprimer sur l'organisation des territoires dans lesquels ils vivent. Nos collectivités soutiennent cette demande civique. Aujourd'hui, un débouché démocratique nous paraît indispensable. Dans cette perspective, nous demandons à l'État de prendre en compte cette demande et nous nous tenons à son entière disposition pour engager un dialogue serein et constructif sur la mise en œuvre de cette consultation. »

En plus de la Ville de Nantes et du Conseil Régional de Bretagne, ce courrier est signé par de nombreuses villes : Donges, Gouesnac'h, Gouesnou, Guérande, Hennebont, Languidic, Langoëlan, Lorient, Mesquer-Quimiac, Moëlan-sur-Mer, Montreuil-le-Gast, Paimpol, Ploemeur, Quimper, Quimperlé, Saint-Brieuc, Saint-Herblain, Val d'Anast et Vannes. Outre ces villes qui se sont engagées à signer le courrier à la Première ministre, d'autres étudient la possibilité de le faire et pourraient se joindre à cette démarche collective.